



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

emploi

Question au Gouvernement n° 4698

Texte de la question

BILAN DU QUINQUENNAT EN MATIÈRE D'EMPLOI INDUSTRIEL

M. le président. La parole est à M. Rémi Pauvros, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

M. Rémi Pauvros. Monsieur le secrétaire d'État chargé de l'industrie, en novembre 2012, le rapport Gallois dressait un diagnostic précis de notre industrie, faisant état de nos atouts – la qualité des produits, une main-d'œuvre qualifiée et performante, l'émergence de PME innovantes – mais stigmatisait la situation catastrophique dans laquelle se trouvait notre industrie : 750 000 emplois industriels perdus entre 2002 et 2012, un solde de la balance commerciale qui passe de 3,5 milliards à un déficit de 71 milliards en 2011, la part de l'industrie qui passe de 18 % en 2000 à un peu plus de 12,5 % en 2011, la délocalisation massive des outils de production.

Cette situation est le résultat d'un abandon, celui de l'industrie, au profit du secteur marchand et du capitalisme financier. Nous en connaissons les conséquences douloureuses dans le territoire que je représente, le Sambre-Avesnois. Les salariés de Sambre-et-Meuse – Akers, Vallourec – en sont les dernières victimes.

Depuis 2012, nous menons une stratégie de reconquête industrielle car il ne peut y avoir d'économie forte sans industrie forte. Nous avons concentré des moyens sans précédent – trois plans d'investissements, soit 57 milliards d'euros sur dix ans – pour la recherche numérique et la transition énergétique.

Dans mon territoire, la relance de l'automobile permet à MCA – Maubeuge construction automobile – de créer des emplois. L'accord avec les Britanniques pour la construction du double réacteur de *Hinkley Point* apportera 60 % de l'activité du site d'Areva Jeumont et la réouverture d'un float à AGC Boussois répond à une reprise du logement et de l'automobile. La construction de douze sous-marins pour l'Australie assure le carnet de commandes de Jeumont Electric.

Monsieur le secrétaire d'État, quelles mesures prenez-vous pour conforter deux secteurs fragiles, la métallurgie et le ferroviaire ? Comment intensifier encore notre politique pour redonner à la France un outil de production compétitif et moderne et rendre leur fierté aux ouvriers de notre pays ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie.

M. Christophe Sirugue, secrétaire d'État chargé de l'industrie. Monsieur le député, vous l'avez souligné, des efforts importants ont été engagés par le Gouvernement, avec un premier objectif consistant à rétablir la compétitivité de nos entreprises. Avec le CICE – crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi –, avec le pacte de responsabilité, avec les efforts faits sur les cotisations au titre des allocations familiales et en matière de sur-amortissement, des résultats importants ont été obtenus.

Parmi ces résultats, je veux souligner le rétablissement des marges de nos entreprises au niveau de ce qu'elles étaient avant la crise. Je veux souligner l'augmentation importante du nombre de créations d'entreprises, qui est un élément significatif. Je veux souligner le retour de l'investissement dans les entreprises puisque celui-ci est aujourd'hui en hausse de près de 5 %, ce qui montre bien que tous ces éléments ont été productifs en termes de soutien.

Mais nous avons encore du travail et vous l'avez mentionné, monsieur le député, pour accompagner certaines filières. Sachez que nous travaillerons dans ce sens jusqu'à la fin du quinquennat.

Des contrats de filière sont signés très régulièrement. Nous en signerons un dans quelques instants avec Mme la ministre Audrey Azoulay pour la filière communication et nous le ferons jeudi pour la filière des services à la personne avec Mmes les secrétaires d'État Pascale Boistard et Ségolène Neuville. Nous soutenons bien évidemment la métallurgie et le secteur ferroviaire par le biais de contrats de filière suffisamment puissants.

L'État a également pris ses responsabilités dans le secteur ferroviaire, dans le secteur naval et dans le secteur de l'automobile, parce qu'il est important pour nous de montrer quel accompagnement nous voulons mettre en place dans ces secteurs qui représentent un nombre d'emplois considérable.

Mais nous avons aussi besoin de les accompagner pour qu'ils s'engagent dans ces transitions essentielles que sont la transition écologique et la transition numérique. L'industrie du futur doit s'adresser à tous les secteurs industriels parce qu'elle donnera de l'emploi au plus grand nombre. Voilà l'objectif qui a été fixé et suivi par le Gouvernement. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

Données clés

Auteur : [M. Rémi Pavros](#)

Circonscription : Nord (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4698

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 février 2017](#)